

MEXIQUE - 4 octobre 2024

## *Sandra Dominguez*

*L'avocate qui défend les droits des femmes indigènes mystérieusement disparue dans l'État d'Oaxaca*



Sandra Estéfana Domínguez Martínez, avocate originaire de la Sierra Mixe et défenseuse des droits des femmes indigènes, a disparu le 4 octobre 2024. Elle et son mari, Alexander Hernández, ont été vus pour la dernière fois chez elle dans l'État d'Oaxaca. Sandra Dominguez a été vue pour la dernière fois le 4 octobre 2024 dans la communauté de María Lombardo de Caso, à San Juan Cotzocón, dans l'État d'Oaxaca. Le véhicule des victimes a été retrouvé plus tard dans l'État de Veracruz. Sa famille a signalé la

disparition aux autorités le 8 octobre 2024 en demandant des recherches efficaces et rapides.

Le 9 octobre 2024, le Bureau du Procureur général de l'État d'Oaxaca (FGEO) a annoncé avoir commencé les travaux de recherche et de localisation de Sandra Domínguez par le biais d'une équipe multidisciplinaire composée de personnel de l'Unité de recherche et de personnes non localisées. Le même jour, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Mexique a fait part de sa « préoccupation » concernant cette disparition et a exhorté les autorités chargées des enquêtes et des recherches à coordonner stratégiquement leurs efforts pour localiser et clarifier les faits, conformément aux Principes directeurs pour la recherche de personnes du Comité des Nations Unies contre les disparitions forcées. Au cours de la seule année 2024, plus de 700 personnes disparues ont été enregistrées dans l'État d'Oaxaca, dont 34 % de femmes.

Sandra Dominguez, avocate indigène Ayuuk, s'occupe de violence à l'égard des femmes et elle a dénoncé aux autorités locales plusieurs cas de partage des images sexuelles des femmes autochtones en 2020. En 2020, elle avait dénoncé l'existence d'un groupe *WhatsApp* appelé « Sierra XXX », qui comptait plus de 100 membres, dans lequel de hauts responsables du gouvernement d'Oaxaca partageaient des photographies intimes de femmes, principalement des indigènes. Parmi les participants du groupe figurait l'ancien responsable de l'Institut national des peuples autochtones et actuel coordinateur des délégués à la paix sociale du gouvernement de l'État d'Oaxaca. Les Délégués pour la Paix Sociale ont pour fonction de médiation et de résolution des conflits et de garantir la paix dans les zones où des conflits peuvent surgir sur des questions telles que la terre, les ressources ou les tensions communautaires.

Plusieurs organisations de défense des droits humains et des droits des femmes ont publié une déclaration publique rappelant que « depuis plus de 10 ans, Oaxaca figure systématiquement parmi les États où les attaques contre les femmes défenseurs sont les plus fréquentes et les plus graves au niveau national ».